

# Éducation : le retour à la contestation

**Veillée d'armes hier chez les syndicats autonomes. Le SNTE et l'Unpef ont respectivement tenu une réunion du bureau et du conseil national à la veille de la grève prévue dans les trois paliers de l'éducation. Le Cnapest, quant à lui, tiendra dès aujourd'hui des assemblées générales. La détermination constitue le dénominateur commun des trois syndicats autonomes. La grève touche tous les corps de l'éducation.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir) -** Point de renoncement à la grève. Les bases respectives de l'Unpef et du SNTE ont maintenu l'appel à la grève. Les écoles primaires, les collèges et les lycées sont concernés. Les enseignants et professeurs ne seront pas seuls à débrayer, les autres corps de l'éducation sont également concernés. La réunion du conseil national de l'Union nationale des personnels de l'enseignement et de la formation (Unpef), tenue hier à huis clos à Alger, a confirmé l'option de la grève.

Les délégués des différentes wilayas arrivés dans la matinée au siège de l'Unpef ont, à l'unanimité, plaidé pour le maintien du débrayage. Les membres du conseil national de l'Unpef ont en

effet considéré que les dossiers en suspens devaient être de manière urgente résolus, confortant la position de la direction du syndicat.

Son secrétaire général, Sadek Dziri, estime que deux dossiers doivent être réglés en urgence, à savoir la rétroactivité de la prime de soutien pédagogique et le règlement de la question des œuvres sociales, avant de pouvoir éventuellement envisager à nouveau un dialogue serein avec la tutelle. Au même moment, le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE) tenait une réunion de son bureau national. Étaient présentes à cette réunion les coordinations des différentes corporations (directeurs d'établissement, corps communs, gestion-



Photo : Samir Sid.

Plus que jamais déterminés.

naires, adjoints de l'éducation...) qui, à l'unanimité, ont estimé inévitable d'aller vers le débrayage. La question des primes, de la rétroactivité de ces dernières a constitué l'essentiel d'un débat qui aura été animé.

Abdelkrim Boudjenah expliquait hier au sortir de cette réunion que dès aujourd'hui, des assemblées générales seront tenues dans les établissements scolaires.

Des conseils de wilaya seront organisés le mardi avant la tenue, mercredi, du conseil national. Pas

de réunion prévue, par contre, au Cnapest.

Le syndicat mené par Nouar Larbi maintenait hier sa décision d'aller vers une grève illimitée. Contacté, Nouar Larbi expliquait que «la grève est maintenue. Nous appelons nos adhérents à tenir des assemblées générales pour évaluer les propositions de la tutelle mais la décision de notre bureau national est maintenue tant que l'effet rétroactif induit par le régime indemnitaire n'est pas accordé. Si le gouvernement veut corriger son erreur, l'effet rétroac-

tif doit être accordé». Le Cnapest estime que «face à la colère et la frustration des PEST, nées des injustices commises à leur rencontre suite à la promulgation des régimes indemnitaires et des statuts particuliers des travailleurs de la Fonction publique et qui viennent démontrer, on ne peut mieux, que le personnel du secteur de l'éducation demeure encore et toujours relégué au dernier rang des préoccupations des pouvoirs publics». Hier, la tutelle n'avait toujours pas réagi.

N. I.

## ACCORD BENBOUZID-FNTE

### Plusieurs primes revues à la hausse

Un accord a été conclu entre les syndicalistes de la Fédération nationale des travailleurs de l'éducation (FNTE), affiliée à l'UGTA, et le département de l'éducation. Celui-ci porte sur la satisfaction de quatre points contenus dans la plate-forme de revendications du 27 septembre 2007. Il s'agit de la révision à la hausse du salaire de base à hauteur de 15% pour tous les fonctionnaires du secteur régi par le décret 315 - 08, de la revalorisation de la prime de qualification de 40% à 45% du salaire de base pour les fonctionnaires laborantins, de l'instauration de deux primes, l'une de 25 % appelée «service spécifique» et l'autre de 10% pour les laborantins, et l'élargissement de la prime de documentation à tous les fonctionnaires des services économiques.

Pour les trois dernières primes, il a été décidé leur révision à la hausse avec effet rétroactif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

A. B.

## ILS EXIGENT DE REVENIR À LEUR CLASSIFICATION INITIALE

### Les professeurs du technique et les ingénieurs boycottent le concours

Les professeurs ingénieurs et les professeurs du technique aux lycées techniques (PLTT) ont boycotté le concours organisé hier par le ministère de l'Éducation. Invités à se présenter à un examen censé leur permettre de passer de la classe 13 à la 14, ils se sont présentés au centre d'examen à Hussein-Dey pour rédiger un communiqué expliquant les raisons du boycott.

Les professeurs ingénieurs et les PLTT estiment que le concours auquel ils n'ont d'ailleurs été convo-

qués que jeudi après 16 heures n'est pas en mesure de réparer l'injustice qui leur a été faite. Ces deux catégories de professeurs étaient en effet classées à la catégorie 16 avant la mise en œuvre du démantèlement de l'enseignement technique dénoncée déjà à l'époque par la Coordination nationale des lycées techniques et technicums (CNLTT). Hier, des échos faisaient état du boycott du même examen dans d'autres wilayas.

N. I.

## TRAVAILLEURS COMMUNAUX

# Le Conseil national du secteur des communes appelle à une grève de trois jours

**Le Conseil national du secteur des communes (CNSC), affilié au Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), compte renouer avec la protestation.**

Dans un communiqué rendu public, le CNSC appelle les travailleurs des communes à une grève de 3 jours à partir du 23 octobre prochain.

Cette action de protestation sera accompagnée par un rassemblement des travailleurs du secteur le 24 octobre prochain devant le Palais du Gouvernement à Alger, ajoute-t-on.

Le CNSC dénonce ainsi «la diffusion d'un communiqué dans les médias lourds faisant état de la signature des décrets relatifs au statut particulier et au régime indemnitaire des travailleurs des communes». Une attitude qu'il qualifie de «véritable volte-face des pouvoirs publics dans la gestion du statut particulier et du régime indemnitaire des travailleurs du secteur».

Le syndicat assure dans le même communiqué qu'«au jour d'aujourd'hui, aucune publication au Journal officiel n'a suivi l'an-

nonce de la signature des décrets en question».

C'est ainsi qu'il appelle tous les travailleurs des communes à rester mobilisés afin de «déjouer toutes les manœuvres de déstabilisation et de manipulation visant à semer la confusion et le

mensonge». L'organisation syndicale lance un appel aux pouvoirs publics afin d'ouvrir des négociations en associant le CNSC à l'élaboration du statut particulier et du régime indemnitaire des travailleurs communaux. Le Conseil national du secteur des com-

munes dénonce, en outre, la dernière tripartite qui «a traduit tout le cynisme et le leurre que le gouvernement et l'UGTA ont réservé aux revendications des travailleurs et retraités», lit-on dans le communiqué.

Synthèse Rym N.

## ILS ONT ÉTÉ EMBARQUÉS PAR LA POLICE AVANT DE FOULER LE SOL D'EL MOURADIA

# Les chômeurs empêchés de tenir leur rassemblement

**A peine descendus du bus, à la station d'El Mouradia, les quatre chômeurs, venus hier se rassembler devant le palais présidentiel, ont tout de suite été embarqués par des policiers mobilisés en grand nombre. Interdiction de chômer à El Mouradia !**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) -** «Plus de policiers en temps de paix que de troupes armées en temps de guerre !», dira le gérant

d'une boutique qui observait la scène. Quoique la plupart en civil, le dispositif policier placé hier, en contrebas du palais d'El Mouradia, en prévision du rassemblement de l'association des chômeurs, était impressionnant. Voitures banalisées, policiers en uniforme et en civil longeaient l'avenue de Pékin.

Vers 10h40, un bus de l'Etusa, en provenance de la place Audin, marque son arrêt à El Mouradia. Les quatre chômeurs, qui étaient déjà identifiés et attendus, n'ont pas eu le

temps de fouler le sol qu'ils ont été pris dans le filet policier. Dans un premier temps, les tuniques bleues se sont montrées avenantes et ont invité les quatre chômeurs à quitter illico les lieux. S'éloigner le maximum possible du périmètre de la présidence.

Mais ces derniers tentent quelques résistances. C'est alors qu'un divisionnaire ordonne à ses éléments de les faire embarquer sur-le-champ. Affaire classée.

M. M.